

**Consultation publique de l'Autorité de régulation des télécommunications
sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles
(16 avril 2004)**

Réponse de France Télécom

Avec cette première consultation publique, l'Autorité de régulation des télécommunications entame une étape déterminante dans le processus d'analyse des marchés pertinents, préalable nécessaire à la mise en oeuvre du nouveau cadre d'exercice de la régulation sectorielle. Celui-ci a pour vocation affichée d'accompagner l'application du droit commun de la concurrence sur un marché où les conditions d'une concurrence effective existent. Ainsi que le soulignent MM. Monti et Liikanen lors de l'adoption en février 2003 de la recommandation sur les marchés pertinents, l'initiative européenne *« doit favoriser l'obtention d'avantages par les consommateurs et laisse clairement présager une diminution de la réglementation. »*

L'ART a précisé maintes fois qu'elle entendait définir un cadre réglementaire dans l'esprit des nouvelles directives, proportionné, évolutif, modulable, souscrivant à l'allègement réglementaire en fonction de la situation des marchés. Au lancement en mars 2003 du chantier d'analyse des marchés pertinents, France Télécom a d'ailleurs pu saluer l'esprit dans lequel l'Autorité engageait cette démarche lourde d'implications et s'est réjouie de l'accent mis par le régulateur sur le soin qu'il entendait apporter à une justification de toute obligation ex-ante.

L'analyse que l'Autorité soumet ici à la consultation publique et qui porte sur « le marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles », l'un des 18 marchés pertinents recensés par la Commission, constitue donc le premier exercice de cette démarche difficile et nouvelle dans le cadre ex-ante.

France Télécom se réjouit de cette consultation et de l'occasion donnée à toutes les parties intéressées d'exprimer leur opinion sur la méthode suivie par l'Autorité, les analyses qu'elle présente et les conclusions auxquelles elle aboutit.

S'agissant de la première consultation de ce type, il est naturel que les éléments de méthode ne soient pas figés. Au-delà des commentaires qui portent sur l'analyse du marché ici en question, France Télécom souhaite appeler l'attention de l'Autorité sur deux points :

- pour assurer le caractère proportionné d'une quelconque obligation ex ante sur un marché de gros, les différents textes européens de 2002 demandent un examen préalable des marchés de détail correspondants ;
- les obligations sur des marchés de gros qui peuvent être fixées à des opérateurs ayant une position dominante sont soigneusement différenciées dans les articles 9 à 13 de la directive « Accès ». Chaque article correspondant à l'une de ces obligations, les conséquences qui peuvent en découler sont décrites dans le même article et ne s'appliquent pas à une obligation fixée au titre d'un autre article. Une grande rigueur sur ce point est nécessaire.



Sur la définition des marchés

Pour ce qui est de la détermination précise du périmètre du marché de gros « *de la terminaison d'appel vocal sur un réseau mobile individuel* », France Télécom relève que l'Autorité a suivi la méthodologie recommandée par la Commission et souligne l'effort tout particulier qu'elle a consacré à cette analyse au lieu de se contenter de celle, beaucoup plus laconique, à laquelle l'exposé des motifs de la Commission aurait pu la conduire.

L'Autorité a écarté la majeure partie des possibilités de substitution¹ ou de concurrence potentielle sur le marché de la terminaison d'appel d'un réseau individuel pour n'en retenir qu'une seule : la substituabilité par les « hériçons ». Or, cette possibilité repose sur une offre du marché de détail et non de gros. La réunion du marché de gros et de prestations relevant du marché de détail pour constituer le marché pertinent est une construction hétérogène en contradiction avec la démarche de la Commission, qui a soigneusement distingué les deux marchés et écarté les marchés de détail vers les mobiles de la liste des marchés pertinents ex-ante établie par la Recommandation sur les marchés pertinents. Il est d'ailleurs difficile de comprendre quelles obligations s'imposeraient finalement aux offres de détail utilisées pour les "hériçons".

L'analyse prospective conduit d'autre part l'ART à écarter la substitution d'une terminaison d'appel par une communication mobile vers mobile off net, du fait de l'abandon² du système de bill-and-keep. France Télécom souscrit à cette conclusion tout en observant que cette évolution sera a priori sans effet sur les hériçons on net. France Télécom constate l'impact considérable sur le marché de l'usage qu'ont fait certains acteurs³ du dispositif des "hériçons" et prend note que l'ensemble du texte de cette consultation publique peut être compris comme une reconnaissance de fait du dispositif des "hériçons".

Enfin, il convient de remarquer que les conclusions auxquelles aboutit l'ART se traduiraient par un renforcement très significatif de la réglementation, alors même qu'aucune analyse des marchés de détail associés, à peine évoqués, n'apparaît. Or le seul examen du marché de gros ne peut permettre de déterminer avec justesse les mesures correctrices éventuellement nécessaires au bon fonctionnement des marchés de détail, lequel constitue la fin de la régulation.

Sur l'analyse de la puissance de marché

Il est manifeste que, tel que défini, ce marché pertinent présente un caractère de monopole structurel lié à la nature même de la prestation de terminaison d'appel. France Télécom salue la prudence de l'Autorité lorsqu'elle écrit : « *il n'en reste pas moins qu'une part de marché de 100% et une absence de concurrence potentielle déjà évoquées précédemment ne sauraient être suffisantes pour qualifier le degré de puissance* », mais n'entend pas discuter l'analyse des parts de marché, ni l'affirmation selon laquelle aucun effet n'a été observé de l'exercice d'un pouvoir d'achat compensateur.

¹ Il faut cependant déplorer certains motifs contestables, comme la « *non substituabilité par un appel mobile vers mobile* » au motif que « *l'appelant n'a aucun moyen de connaître l'opérateur de l'appelé s'il n'est pas un proche* », alors même que la majorité du trafic vers un mobile provient d'un nombre réduit de proches

² Qu'elle appelle de ses vœux pour le 1er janvier 2005 au plus tard.

³ « *les appels par le biais des hériçons représenteraient début 2004 entre 10% et 20% des appels fixe vers mobile. Il semble qu'une grande partie du trafic des opérateurs fixes alternatifs à destination des réseaux mobiles passe par des hériçons, mais qu'en revanche France Télécom n'utiliserait pas de tels systèmes à grande échelle* »



France Télécom estime cependant qu'une analyse prospective de la puissance de marché aurait pu être nuancée à moyen terme car de nombreux paramètres sont d'ores et déjà susceptibles de modifier la situation de ce marché et appellent sans conteste une révision au cours de la période examinée. En premier lieu, on ne saurait trop souligner l'importance déterminante de la sortie du mécanisme de bill-and-keep, qui est d'ores et déjà programmée par les opérateurs mobiles métropolitains. Il semble par ailleurs difficile d'exclure, une fois le bill-and-keep abandonné, que la combinaison de la récente mise en place de la portabilité des numéros mobiles et de la répercussion, légitime pour l'Autorité, d'un différentiel éventuel de terminaison d'appel sur le tarif de l'offre de détail puisse également avoir un effet à moyen terme sur la situation concurrentielle du marché de la terminaison d'appel.

En résumé, France Télécom appelle l'attention du régulateur sur le risque qui consisterait à figer sur les trois ans de la période considérée un dispositif réglementaire qui, tel qu'il est décrit dans cette consultation publique, apparaît extraordinairement lourd et contraignant, alors même qu'il s'agit d'appliquer un cadre réglementaire européen souple et proportionné à des marchés dont il convient de rappeler qu'ils ne faisaient l'objet jusqu'ici que d'un contrôle tarifaire pluriannuel, suffisant cependant pour produire des effets indéniables.

Sur les mesures correctrices retenues

La définition éventuelle de mesures correctrices constitue le terme du processus d'analyse des marchés. À cet effet, les directives de 2002 demandent aux autorités nationales de régulation d'apporter la preuve que les remèdes qu'elles envisagent d'imposer à une entreprise dominante sont fondés sur les problèmes constatés, qu'ils sont proportionnés et justifiés au regard des objectifs fondamentaux de l'article 8 de la directive cadre. Le principe de proportionnalité impose de vérifier que la mesure envisagée poursuit un but légitime et que les moyens employés sont à la fois nécessaires et aussi peu contraignants que possible.

Compte tenu de ces principes, la justification qu'apporte l'Autorité aux mesures qu'elle s'apprête à prendre est formulée de manière par trop lapidaire. Elle retient en effet pour chaque opérateur mobile l'ensemble des obligations mentionnées par les directives comme possibles : l'accès à des ressources spécifiques de réseau, la publication d'une offre de référence à des fins de transparence, la non-discrimination, le contrôle des prix, la tenue d'un système de comptabilisation des coûts et une obligation de séparation comptable. En d'autres termes, l'ensemble des mesures possibles serait nécessaire. Alors que **ces mesures vont bien au-delà de tout ce que le secteur a connu en Europe jusqu'à présent** et des propositions déjà formulées dans d'autres pays, on ne peut se satisfaire de ce qu'une seule page (la page 61) soit consacrée à les justifier dans un document qui en comporte 120.

Les mesures retenues ne sont pas ou très insuffisamment motivées. Or chacune des obligations potentielles doit être fondée sur les problèmes constatés, non sur des dérives hypothétiques de comportement. Et, il faut le rappeler, ce n'est pas parce que les autorités nationales **peuvent** imposer les obligations potentielles prévues dans les articles 9 à 13 de la directive « Accès » qu'elles sont **tenues** de les imposer à toute entreprise disposant d'un pouvoir de marché.

Enfin, France Télécom relève une discordance entre ce que prévoient les directives pour d'éventuelles mesures, distinguées obligation par obligation (et donc article par article), et



l'utilisation que le texte de la consultation fait de l'ensemble des articles comme un tout dans lequel on puiserait de façon indistincte.

L'obligation d'accès à des ressources spécifiques

Il est proposé d'imposer à chaque opérateur mobile de devoir répondre à toute demande raisonnable d'interconnexion. L'Autorité précise page 62 que ce « caractère raisonnable » doit être apprécié au « *regard de l'efficacité économique de la solution demandée par l'opérateur demandant l'interconnexion* ». France Télécom rappelle au passage que l'efficacité économique s'appréhende globalement. La recherche de l'efficacité doit porter sur l'opérateur offreur comme sur le demandeur

Or, l'Autorité indique que cette obligation doit se traduire concrètement par des prestations pour lesquelles les opérateurs proposeront « *au minimum les points d'interconnexion actuels* ». Elle ajoute que les opérateurs puissants devront continuer à offrir toutes les prestations d'accès qu'ils ont accepté d'offrir actuellement, en sus de celle – obligatoire selon le régulateur – de colocalisation, et d'en justifier la suppression éventuelle par des faits nouveaux. Notons que la colocalisation n'est manifestement pas la prestation d'accès souhaitée par le marché outremer et que, dès lors, il n'est pas pertinent de l'imposer.

Prises à la lettre, les mesures décrites ici transformeraient toutes les offres commerciales en offres régulées, sans qu'aucune justification soit avancée : de telles mesures ne sont pas proportionnées et on ne saurait bien entendu ériger en règle que « tout ce qui existe doit être maintenu ».

Enfin, France Télécom ne comprend pas pourquoi il est « *important* » de disposer de tous les moyens d'accès au motif que cela donnerait à un opérateur les options pour « *pouvoir se déployer au niveau d'un site même avec des volumes de trafic relativement faibles* ». Un tel raisonnement peut s'appliquer à l'interconnexion de réseaux fixes, pas à celle avec les réseaux mobiles. Dans ce dernier cas, un ou deux points d'interconnexion, en tout, peuvent théoriquement suffire.

Sur l'obligation de non-discrimination

Comme dans le cas de toutes les obligations potentielles décrites dans les articles 9 à 13 de la directive « Accès », la nécessité d'imposer cette obligation aurait dû être justifiée par l'Autorité. Ce n'est pas le cas. L'esprit du nouveau cadre impose pourtant d'aborder cette étape en « ajoutant des obligations avec prudence et en faisant bénéficier les entreprises du doute » plutôt que « d'accepter d'en retirer lorsque leur innocuité est prouvée de façon certaine ». En l'occurrence, l'Autorité affirme, mais ne justifie pas, que « *seule cette obligation, assortie de la publication d'information pertinente, peut empêcher les opérateurs mobiles de proposer des offres discriminatoires à certains de leurs clients préférentiels* ». En dehors du mécanisme très particulier du bill-and-keep, l'ART a-t-elle connaissance de telles pratiques discriminatoires actuellement ? Si oui, elle n'en fait pas état dans son analyse des marchés.

Elle donne de plus une interprétation de la non-discrimination qui va au-delà de la définition donnée par l'article 10 de la directive « Accès », strictement conforme à la pratique constante du droit de la concurrence.

La non-discrimination consiste à appliquer « *des conditions équivalentes dans des circonstances équivalentes aux autres entreprises fournissant des services équivalents* ». La directive se garde



bien d'employer le mot « identique » y compris dans l'article 11, qui traite de la vérification de la non-discrimination lorsqu'elle est imposée.

La définition que donne la directive « Accès » du principe de non-discrimination est incontestable. Ce qui est en débat ici, c'est l'imposition d'une obligation explicite ex ante dont l'Autorité tire conséquence pour imposer d'autres obligations, qui n'en découlent pourtant pas automatiquement, et notamment celle de publier une offre de référence⁴.

Par ailleurs, comme il appartient à l'Autorité, et non à un tiers, de juger du respect d'une obligation, il est superflu de demander à un opérateur de publier tout ou partie de ses conventions.

De l'obligation de transparence à l'offre de référence

Le document de consultation ne justifie pas, là non plus, du caractère proportionné de l'obligation retenue. Il n'est pas nécessaire pour assurer le caractère public d'une offre de la qualifier d'offre de « référence », ce terme désignant une offre sur laquelle le régulateur est autorisé à intervenir à tout instant, à son initiative, pour en modifier les modalités s'il l'estime justifié. Il n'est pas démontré que cela est réellement nécessaire au cas d'espèce. En outre, l'argument selon lequel une telle offre serait indispensable pour veiller à ce que les entreprises ne soient pas tenues de payer pour des ressources qui ne sont pas nécessaires pour le service demandé n'est pas recevable en l'état : l'ART a-t-elle connaissance de pratiques qui auraient eu cet effet ? Elle n'en fait pas état dans son analyse. Au total, la justification d'une telle offre de référence ne repose que sur des arguments généraux et non sur les problèmes observés. Elle ne paraît pas proportionnée.

En outre, il est demandé que « *l'offre de référence comporte aussi l'ensemble des offres – commerciales – utilisées actuellement* ». Or l'offre de référence sur un marché donné est unique, par définition, et ne saurait être la réunion de toutes les offres de l'opérateur qui existent par ailleurs sur ce marché. Si un tel point était retenu, les opérateurs puissants ne seraient guère incités à prendre des initiatives sur le marché de gros, ce qui ne pourrait que nuire au développement des marchés de détail en aval. La conséquence serait paradoxalement non pas d'alléger la réglementation ex ante – ce qui est pourtant la finalité du cadre européen – mais au contraire de l'augmenter sans cesse.

France Télécom relève de surcroît un glissement dans la procédure, de l'obligation de publication d'une telle offre de référence à une obligation d'homologation ou d'approbation préalable qui n'est évoquée par aucun texte. Une offre de référence doit rester de l'entière responsabilité de l'opérateur, même s'il appartient à l'autorité de régulation de vérifier le respect des obligations, lorsqu'elles existent, en matière de contrôle des coûts, mais cela doit se faire ex post et non ex ante.

Ensuite, il convient de relever que l'Autorité ne saurait imposer, ni même « veiller à », la répercussion immédiate d'une baisse de terminaison d'appel sur les prix de détail des opérateurs acheteurs de cette prestation. En tout état de cause, si une telle obligation devait voir le jour, elle ne pourrait intervenir qu'à l'issue d'une analyse du marché correspondant, qui n'est pas celui qui fait l'objet de la présente consultation publique.

⁴ Cf. argumentaire page 67 : « en vertu des articles 9 et 10 de la directive accès relatifs aux obligations de transparence et de non-discrimination, les opérateurs puissants DEVRONT publier une offre de référence ».



Enfin, mais c'est sans doute une question de formulation, il semble disproportionné d'imposer la fourniture à l'ART de toutes les informations nécessaires à l'établissement de comparaisons internationales⁵ ce qui reviendrait à l'obligation pour les opérateurs mobiles puissants de fournir toute information qui leur serait demandée, sans que l'Autorité ait à en justifier le bien-fondé.

De l'obligation de contrôle des prix

L'Autorité estime « *qu'une baisse progressive sur trois ans est raisonnable...* » et « *que le plafond pour 2007 sera représentatif des coûts pertinents définis en Annexe F, c'est-à-dire sans coûts commerciaux. Ces coûts pertinents sont ceux d'un opérateur efficace* ».

Il faut rappeler à cet égard que la directive « Accès » indique qu'un contrôle des prix orientés en fonction des coûts doit prendre en compte **une prestation efficace**, notion très différente de la notion d'opérateur efficace : si une prestation doit faire l'objet d'un contrôle tarifaire et si elle comporte certaines tâches jugées non nécessaires par le régulateur quoique souhaitées par l'opérateur qui rend la prestation, le régulateur serait fondé à ne pas prendre en considération les coûts correspondants aux tâches « non efficaces ».

Sans préjudice du caractère raisonnable d'une telle pratique, les directives ne prévoient nullement qu'une autorité nationale de régulation ait le pouvoir d'imposer ses propres critères d'opérateur efficace en matière d'estimation des coûts. Le seul cas du reste où il appartient à une autorité d'estimer des coûts est celui de la fourniture du service universel. Au contraire, la directive « Accès » stipule que « *lorsqu'une entreprise est soumise à une obligation d'orientation des prix en fonction des coûts, c'est à elle qu'il incombe de prouver que les redevances sont déterminées en fonction des coûts* ». L'autorité nationale peut certes établir sa propre évaluation, mais uniquement à des fins de vérification⁶ ex-post, ce qui est précisément le principe de l'obligation de contrôle des prix figurant dans la directive.

L'Autorité propose ici de retenir pour référence les coûts d'un « *opérateur efficace* ». **Le régulateur n'a pas pour rôle de juger a posteriori l'efficacité des choix effectués par un entrepreneur⁷**, rôle dévolu à l'ancienne tutelle administrative et désormais aux actionnaires ou créanciers d'une entreprise. Le régulateur peut intervenir pour corriger les effets économiques d'une procédure d'interconnexion ou d'accès qui serait jugée inefficace, mais non modifier sans un grand risque d'arbitraire les coûts intrinsèques de réseau ou encore les coûts de personnel d'une entreprise. À lui, par contre, de déterminer - si nécessaire - un mode de régulation qui incite à l'efficacité économique, de type « plafonnement des prix », ce qui n'est pas le cas de l'orientation vers les coûts.

Envisager une baisse progressive du prix des prestations est raisonnable ; cependant on attend d'une obligation de contrôle des prix de gros qu'elle reflète les problèmes effectivement rencontrés et la situation concurrentielle du marché de détail. Une analyse attentive permet d'observer, comme l'a fait l'OFCOM, qu'une tarification de la terminaison d'appel basée strictement sur les coûts de l'opérateur appelé, alors que c'est le client de l'opérateur appelant qui

⁵ Page 70

⁶ Cf. l'article 13 de la directive "Accès" : "Afin de calculer les coûts de la fourniture d'une prestation efficace, les autorités réglementaires nationales peuvent utiliser des méthodes de comptabilisation des coûts distinctes de celles appliquées par l'entreprise. Les autorités réglementaires nationales peuvent demander à une entreprise de justifier intégralement ses prix et, si nécessaire, en exiger l'adaptation."

⁷ Ce serait du reste contradictoire avec l'article 13 de la directive « Accès », qui fait référence aux « investissements réalisés par l'opérateur ».



la supporte, peut conduire à une distorsion de concurrence sur le marché de détail dans la mesure où l'opérateur qui offrirait la prestation la moins chère ne serait pas le bénéficiaire de son « efficacité ». Paradoxalement, c'est l'opérateur ayant la prestation la plus chère qui serait le grand bénéficiaire de ce mécanisme. Il lui apporterait un avantage compétitif d'autant plus important que sa propre prestation est « inefficace », puisqu'il achète la terminaison d'appel aux opérateurs qui l'offrent au prix le plus bas tandis que, parallèlement, il imposerait à ces autres opérateurs le handicap de sa propre terminaison d'appel.

Pour résoudre cette difficulté sans déconnecter le tarif de la terminaison d'appel d'une référence de coûts, l'OFCOM a retenu un principe de réciprocité comparable à celui que l'ART a appliqué en France sur le marché du fixe⁸. Ce principe est transposable au marché des mobiles, laissant entrevoir un mécanisme de contrôle tarifaire de la terminaison d'appel mobile permettant tout à la fois une baisse progressive des prix, une incitation à l'efficacité économique et la prévention du risque de distorsion induit par la nature spécifique de ce marché de terminaison d'appel.

France Télécom formule en conclusion le souhait que les mesures retenues prennent en considération la nécessité de prévenir les risques de distorsion sur le marché de détail qui résulteraient d'un écart tarifaire trop important entre les terminaisons d'appel. À cet égard, elle propose que le mécanisme de réciprocité soit transposé au marché mobile, en adoptant pour plafond de référence le tarif d'un opérateur pivot dont les coûts seraient équivalents à la moyenne, pondérée par le volume de trafic, des coûts respectifs des différents opérateurs présents sur le même marché de détail.

De l'obligation de tenir un système de comptabilisation des coûts et de l'obligation de séparation comptable

L'Autorité annonce page 61, que la « *séparation comptable se traduit par la mise en œuvre d'un système de calcul des coûts de revient des activités et des services spécifiés par le régulateur et dont les restitutions sont auditées ; elle assure que les comptes produits sont conformes à un référentiel précis. En ce sens, elle va au-delà d'une simple présentation de comptes séparés : elle conduit le régulateur à certifier un système d'allocation de coûts et de recettes entre activités et services, ce qui contribue ensuite à l'exercice d'un certain nombre de contrôles* ».

France Télécom constate que la consultation mêle des obligations qui peuvent être imposées au titre de deux articles différents de la directive « Accès »⁹ et qui donnent des possibilités différentes d'action aux ARN. En l'absence de distinction entre les deux articles, le texte de la consultation semble établir un lien automatique entre toutes les obligations qui relèvent de l'un ou de l'autre, ce qui n'est pas conforme aux directives. Ainsi l'article 13 dispose que « *les autorités veillent à ce que soient mises à la disposition du public une description du système de comptabilisation des coûts faisant apparaître au moins les principales catégories au sein desquels les coûts sont regroupés et les règles appliquées en matière de répartition des coûts* ». Quant à l'article 11, il indique que « *les autorités réglementaires nationales peuvent spécifier le format et les méthodologies comptables à utiliser* », ce qui renvoie aux grands principes de la méthodologie (causalité des coûts, etc.) mais ne porte en aucun cas sur la définition concrète du système de coûts de revient lui-même, qui appartient bien évidemment à l'entreprise.

⁸ Cf. les décisions d'arbitrage de l'ART entre France Télécom et UPC et Completel .

⁹ Article 11 pour la séparation comptable et article 13 pour le système de comptabilisation des coûts.



De la même manière, les dispositions de la directive « Accès » (articles 10 sur la non-discrimination et 11 sur la séparation comptable) ne permettent pas de conclure que « *le principe de non-discrimination devrait conduire à la "mise en évidence" des prix de cession interne, et ensuite à leur "identité" avec les prix de gros* ».

En revanche, France Télécom souscrit sans réserve au principe énoncé par l'Autorité page 71 et qui rappelle le principe que « *l'allocation des coûts de réseau entre services de détail et de gros de l'opérateur doit être non discriminatoire* », c'est-à-dire que « *l'opérateur mobile est tenu de valoriser aux mêmes prix de cession les éléments de son réseau quand ils sont employés pour fournir à la fois des services d'interconnexion et d'accès et d'autres services* ».

L'ART prévoit qu'« *afin de respecter une cohérence entre opérateurs, l'Autorité établit et rend publiques les spécifications et la description des systèmes de comptabilisation ... Afin d'assurer un degré d'information suffisant, les éléments pertinents du système d'information et les données comptables sont tenus à la disposition de l'ART, à la demande de cette dernière* ». Sur le premier point, c'est à l'opérateur, selon l'article 13 de la directive « Accès », d'établir et de publier la description de son système de comptabilisation des coûts et à l'Autorité d'y veiller. Le second point est formulé de façon imprécise, mais France Télécom comprend bien évidemment qu'il s'agit de l'information dont l'Autorité **a besoin** dans l'exercice de ses missions de contrôle et dont elle demande la fourniture **à cet effet**. De même que les éléments du système d'information, les données comptables demandées doivent être pertinentes, le rôle de vérification de l'ensemble étant dévolu à l'auditeur désigné par l'Autorité.

Enfin, les dispositions de l'article 13 (§4) de la directive « Accès » suffisent à assurer la réalisation de l'objectif de « *mieux [faire] comprendre [au secteur] le lien entre le coût et le prix* », sans que soit nécessaire une publication d'éléments comptables qui pourrait entrer en conflit avec le « respect de la réglementation nationale et communautaire sur la confidentialité des informations commerciales » (article 11 de la directive « Accès »).

En conclusion, France Télécom conteste l'opportunité des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable décrites dans cette consultation, en rappelant que le précédent cadre réglementaire avait permis une importante baisse tarifaire sans qu'il fût nécessaire d'imposer aux entreprises puissantes de telles obligations. Mais si obligations il devait y avoir, elles ne sauraient en plus aller au-delà des articles pertinents de la directive « Accès ».

Sur les coûts pertinents et la 3G

L'Autorité indique qu'elle considère la 3G dans une pure logique de renouvellement¹⁰, ce qui semble tout à fait contestable. France Télécom estime, pour sa part, que la technologie 3G comporte le déploiement d'un nouveau réseau entraînant des coûts spécifiques, que n'ignore pas l'ART même si elle se limite ici à la téléphonie vocale, et que rien ne prouve que ces coûts seraient inférieurs à ceux de la 2G. Encore une fois, ce sont les coûts réels qui doivent être pris en compte, tels qu'appréhendés par les opérateurs mobiles eux-mêmes, et non les coûts issus d'un modèle qui ferait l'économie de l'examen des implications réelles de l'arrivée de la 3G.

¹⁰ « *selon un principe d'efficacité, s'agissant du trafic vocal, la mise en œuvre de la technologie 3G relève d'une logique de renouvellement et ne saurait dès lors conduire à des coûts d'usage supérieurs à ceux de la technologie antérieure* »